

CHARTE SUR LA QUALITÉ DE L'OFFRE DE FORMATION



Dans le cadre de sa mission de formation professionnelle, DIY Conseil, agence marketing spécialisée en stratégie marketing et digitales, décrit dans la présente charte les méthodes et moyens mis en place pour garantir aux entreprises et à leurs salariés la qualité des formations dispensées.

Nous sommes convaincus que

"tout le monde peut réussir, dès lors qu'il est accompagné !"

Cindy GUYOT,

Présidente fondatrice de DIY Conseil SASU

DIY Conseil

ORGANISME FORMATEUR

Déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 11941005194 auprès du préfet de la région d'Ile-de-France.

93 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 94420 LE PLESSIS TREVISE +33 6. 88.17.99.16 Contact@diyconseil.fr

www.diyconseil.fr

Août 2019

Table des matières

HARTE SUR LA QUALITÉ DE L'OFFRE DE FORMATION		
A.	Missions de DIY Conseil	2
В.	Le cadre réglementaire	2
	Les critères de qualité de nos formations	
D.		
Ε.		
г. F.	*	
	Résultats	
	Sources légales	



A. Missions de DIY Conseil

Selon la loi du 5 mai 2014, tout centre de formation doit assurer la transparence concernant ses dispositions liées au suivi et à la bonne gestion de ses formations.

DIY Conseil est une agence marketing spécialisée en stratégie, conseils et de formations. Elle obéit à ce titre à la réglementation. En qualité de centre référent, pour les OPCA, les centres de formations euxmêmes, les entreprises et les particuliers. Nous assurons un suivi de proximité avec l'ensemble de nos

interlocuteurs (conseil, écoute, recommandation sur les outils et les méthodologies), et assurons nos missions en ligne, en proximité avec notre public et nous engageons à continuer de répondre à toute demande en ce sens, liée à une action de formation.



B. Le cadre réglementaire

La loi du 5 mars 2014 confie aux financeurs de la formation professionnelle la responsabilité du suivi et du contrôle de la qualité des organismes de formation avec lesquels ils travaillent. Objectifs : améliorer la transparence de l'offre de formation et favoriser une montée en charge progressive de la qualité des actions de formation.

Le <u>décret n°2015-790 du 30 juin 2015</u> fixe les critères qui permettent aux financeurs de la formation professionnelle continue de s'assurer de la qualité des actions de formation.

Ce décret :

- Établit le calendrier avec une mise en application au 1er janvier 2017;
- Précise que les financeurs mettent à disposition des organismes de formation, des entreprises et du public, selon des modalités qu'ils déterminent, des informations relatives aux outils, méthodologies et indicateurs permettant de faciliter l'appréciation de la qualité des formations dispensées;
- Fournit les six critères qui doivent être évalués :
 - L'identification précise des objectifs de la formation et son adaptation au public formé,
 - L'adaptation des dispositifs d'accueil, de suivi pédagogique et d'évaluation aux publics de stagiaires,
 - L'adéquation des moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement à l'offre de formation,
 - La qualification professionnelle et la formation continue des personnes chargées des formations,
 - Les conditions d'information du public sur l'offre de formation, ses délais d'accès et les résultats obtenus,



- La prise en compte des appréciations rendues par les stagiaires,
- Demande aux organismes financeurs d'inscrire et de publier à partir du 1er janvier 2017 la liste des organismes de formation qui remplissent les critères évalués;
- Charge les organismes financeurs de veiller à l'adéquation financière des prestations de formation achetées et aux tarifs pratiqués pour des prestations analogues.

Les critères visent à :

- Améliorer la lisibilité de l'offre de formation ;
- Inciter les prestataires de formation à donner davantage d'informations utiles aux financeurs et aux bénéficiaires, notamment sur les résultats obtenus aux examens et d'accès à l'emploi ;
- Accroître la capacité de l'offre de formation à s'adapter aux besoins du public à former.

C. Les critères de qualité de nos formations

DIY Conseil doit être en mesure de justifier de :

- L'intitulé de l'action de formation,
- · Des objectifs de formation en termes de résultats à atteindre,
- Du public concerné et des prérequis conseillés et/ou exigés,
- Du nombre de participants,
- De la durée et du planning de formation,
- · Des dates proposées, lieux et locaux de réalisation,
- Du programme de formation.

Pour chaque formation, DIY Conseil doit impérativement procéder à une enquête de satisfaction auprès de l'entreprise commanditaire et des bénéficiaires de la formation (fiche d'évaluation...).

D. Nos engagements

DIY Conseil s'engage:

- À délivrer une formation adaptée aux besoins et compétences des publics formés,
- À mettre à jour régulièrement les connaissances techniques de ses formateurs et à mesurer la pertinence de ses méthodes pédagogiques,







À s'assurer de l'existence d'un environnement favorable au développement des compétences des bénéficiaires de sa prestation.

Dans sa relation avec les OPCA, DIY Conseil est tenu :

- De fournir les informations nécessaires à l'identification de son activité et de ses interlocuteurs,
- De transmettre, à l'organisme paritaire ou

à l'entreprise, les documents nécessaires au financement des actions de formation,

- De suivre la participation aux actions réalisées,
- De mettre en place un système de suivi pédagogique et d'évaluation différencié dès l'entrée en formation.

Important : DIY Conseil informe l'organisme paritaire de toute modification de ces données.

E. Nos moyens de contrôle

DIY Conseil contrôle le bon déroulement des formations dispensées tout au long du processus de formation. Il peut être réalisé avant, pendant ou à l'issue d'une action et peut revêtir plusieurs formes.

Le contrôle des pièces

Cette forme de contrôle consiste à encadrer chacun des six critères du décret relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle continue :

- a. L'identification précise des objectifs de la formation et de son adaptation au public formé (Programme de formation);
- L'adaptation des dispositifs d'accueil, de suivi pédagogique et d'évaluation aux publics (Feuilles d'émargement);
- L'adéquation des moyens pédagogiques techniques et d'encadrement de l'offre de formation (Supports pédagogiques);
- d. La qualification professionnelle et la formation professionnelle du personnel en charge de la formation (CV des formateurs);
- e. Les conditions d'information au public sur l'offre de formation, ses délais d'accès, et les résultats obtenus (Catalogue de formation)



 f. La prise en compte des appréciations rendues par les stagiaires (Protocole d'évaluation (chaud ou froid)).

Le contrôle sur site

Le contrôle sur site est effectué par le gérant de DIY Conseil, sur le lieu de formation indiqué dans la convention de formation, lorsque le formateur n'est pas le gérant de DIY Conseil lui-même :

- À l'improviste afin de s'assurer de la réalité et de la qualité d'une action de formation ciblée.
- Prévu afin de vérifier si le dispensateur de formation répond aux attentes du décret relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle continue.

3. Le contrôle par enquête auprès des stagiaires

A l'issue d'une action de formation financée par ses soins, DIY Conseil peut prendre contact avec un ou plusieurs stagiaires présents afin de vérifier la réalité, la qualité et l'adéquation de la formation avec les documents fournis. Ce contrôle est effectué sous forme d'entretien téléphonique. Quelle que soit la forme que prend le contrôle, celui-ci s'effectue sans perturbation anormale du fonctionnement du dispensateur de formation.



F. Sanctions

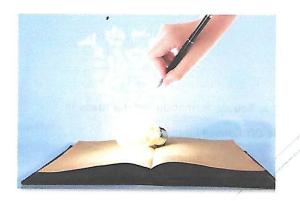
En cas d'anomalies ou de non-respect des dispositions légales et réglementaires de la part du formateur, celui-ci s'expose aux sanctions ci-dessous :

- · Gel de ses interventions à venir ;
- Annulation pure et simple du contrat en cours ;
- Prise en charge du coût de remplacement du formateur ;
- Signalement auprès des autorités compétentes.



DIY Conseil notifie le résultat du console et motive les éventuelles sanctions et/ou modalités de gestion spécifiques qui en découlent par courrier recommandé adressé au formateur. Une information est également effectuée auprès de la (les) entreprise(s) mandataire(s). L'ensemble des règlements et ou





demandes de prise en charge sont suspendus à titre conservatoire à partir de la date de début du contrôle et jusqu'à régularisation de la situation. Un recours par transmission d'éléments contradictoires est possible dans les 30 jours suivant la réception du courrier de notification. A défaut, la notification est réputée effective sans recours possible.

Dans le cadre de sa mission définie au point

1 de la présente charte, DIY Conseil garantit aux formateurs et aux services de formation interne des entreprises :

- Un droit de recours,
- Un droit de confidentialité des informations recueillies.
 En cas de litiges, cette garantie ne pourra être retenue lors de la transmission des éléments aux autorités compétentes.

De son côté, l'entreprise s'engage à :

- Transmettre à DIY Conseil tout document supplémentaire aux pièces constitutives de la demande de prise en charge s'inscrivant dans le cadre de la mission de contrôle;
- Autoriser DIY Conseil à prendre contact avec les salariés concernés par l'action de formation afin de répondre à des enquêtes qualitatives.

H. Sources légales

https://www.data-dock.fr/

https://www.gouvernement.fr/action/la-formation-professionnelle

DIY CONSEIL - Cindy Guyot CEO et fondatrice

93 avenue du Général de Saulle 94420 Le Plursis Trévise France +33 (0)6 88 17 99 16

cindy.guyot@diyconsell.fr Conseil _{SASU} au capital de 500 € RCS Créteil

FR36 8339-10160